

Ils ont voulu Coquerel, ils vont devoir éclaircir Mc Kinsey et Capgemini !



Certes on ne se fait pas trop d'illusions, Coquerel et sa mission auront du mal à faire la lumière sur les milliards offerts à l'officine américaine, son rôle, son utilité etc. Et comme le disent quelques sénateurs et députés, une enquête a déjà été faite par le Sénat (laissez-moi rire...).

Mais c'est une épine dans la chaussure de Macron. Et tout ce qui embête Macron est bon à prendre. Et de toutes manières, toutes ces commissions de l'Assemblée, avec leur kyrielle de présidents, de vice-présidents... ne servent à rien, sauf à occuper des élus bien trop nombreux coûtant la peau des fesses au contribuable.

Nous touchons les limites de la 5ème. Sous prétexte de limiter/empêcher la corruption, ils ont inventé le financement public des partis politiques... calculé sur les résultats des législatives, [chaque voix rapportant chaque année 1,64€ au parti...](#) ce qui fait des dizaines de millions chaque année pendant 5 ans. Pris sur vos impôts, comme le reste. Et on vous prie de travailler jusqu'à 65 ans et bientôt 70 ! Ben voyons. Et on vous dit de vous serrer la ceinture !

Le pire est que non seulement cela n'empêche pas la corruption, les petits arrangements entre amis, comme on le voit avec Mc Kinsey, mais que le système des partis empêche de fait la véritable démocratie. Le député ne représente plus les électeurs de la circonscription qui l'ont élu mais... son parti, il obéit aux mots d'ordre de son parti au lieu de chercher l'intérêt du citoyen.

On assiste à un dévoiement complet de ce qui avait été décidé en 1789, à savoir la souveraineté populaire... Il s'agit à présent de la souveraineté des partis et des groupes de pression...

Le président LFI de la commission des finances de l'Assemblée nationale souhaite examiner le «rapport qualité-prix» de cabinets tels que McKinsey et Capgemini, après les polémiques sur le coût du recours à ces consultants pendant la présidentielle.

Le sujet n'était pas au cœur de [la réunion de la commission des Finances du 7 juillet](#) désormais présidée par le député insoumis Eric Coquerel, mais fera sans doute du bruit dans les mois à venir. Alors que la session était essentiellement consacrée au projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021, le président de la commission [fraîchement élu](#) a annoncé, avant la suspension de séance, sa volonté de proposer une mission d'information «sur

les cabinets de conseil privés à la suite des polémiques McKinsey et Capgemini», alors que le nouveau ministre des Comptes publics Gabriel Attal avait achevé sa présentation. Il s'agira de «s'interroger sur leur rapport qualité-prix, leur nécessité et leur rôle», a-t-il précisé.

Le député de Seine-Saint-Denis remet ainsi sur la table un débat qui a agité la campagne présidentielle et pesé sur la campagne d'Emmanuel Macron. Suite au rapport de la commission d'enquête du Sénat publié en mars dénonçant l'emprise des cabinets de conseil sur l'appareil d'Etat et leurs montages fiscaux destinés à éviter de payer des impôts, ainsi qu'aux révélations du *Canard enchaîné* sur le sujet, les oppositions étaient montées au créneau pour dénoncer [un «McKinseyGate»](#), voire un «MacronGate», forçant le gouvernement à [se défendre tant bien que mal](#) de toute collusion et à justifier les dépenses engagées par l'Etat au titre de ces conseils externes.

Si le nom de McKinsey a focalisé l'attention, celui de Capgemini est revenu dans plusieurs enquêtes et articles récents. Selon [Le Monde](#), ce cabinet français «semble disposer d'un poids bien supérieur à ses confrères américains sur la conduite des affaires de l'Etat» et s'est vu confier des missions auprès de multiples administrations pour un total de 1,1 milliard d'euros en cinq ans, selon les chiffres du quotidien.

Outre un accès à des données fiscales sensibles dans le cadre d'[une prestation pour les douanes](#), Capgemini – qui a tenu à faire une [mise au point officielle](#) sur ses activités – est également mis en cause dans l'échec retentissant de plusieurs logiciels informatiques dans les services publics. Parmi eux, le logiciel Scribe, destiné à faciliter le travail de saisie des procès-verbaux pour la police et la gendarmerie, a été abandonné après avoir coûté plus de 13 millions d'euros, une opération qualifiée d'«échec» par la Cour des comptes dans un [audit](#) récent.

L'annonce d'Eric Coquerel a cependant suscité quelques critiques : la sénatrice UDI [Nathalie Goulet](#) a estimé qu'une mission d'information sur les cabinets de conseil serait redondante alors que le Sénat «a fait un travail remarquable et déposé une proposition de loi». Rapporteur de la commission d'enquête de la chambre haute, Eliane Assassi (PCF), s'est également étonnée de la démarche, alors «qu'un travail sérieux et rigoureux a déjà été réalisé au Sénat». «C'est beau le rassemblement !», a-t-elle ironisé, en référence à la coopération censée avoir cours [entre les différents groupes de gauche](#) composant la Nupes.

https://144.76.137.214/france/99756-affaire-mckinsey-coquerel-annonce-mission-information-cabinets-conseil-privées?__cpo=aHR0cHM6Ly9mcmFuY2Fpcy5ydC5jb20

Christine Tasin

<https://resistancerepublicaine.com/2022/07/08/ils-ont-voulu-coquerel-ils-vont-devoir-eclaircir-mc-kinsey-et-capgemini-jeris-davance/>